"Le dilemme d'Harold Wilson" dans Le Figaro (18 juin 1971)

Légende: Le 18 juin 1971, le quotidien conservateur français Le Figaro publie l'intervention du député travailliste anglais Maurice Edelman qui souligne le rôle des responsables politiques et de l'opinion publique dans le débat relatif à l'adhésion du Royaume-Uni au Marché commun.

Source: Le Figaro. 18.06.1971, n° 8 322; 145e année. Paris: Le Figaro. "Le dilemme d'Harold Wilson", auteur:Edelman, Maurice , p. 38.

Copyright: (c) Le Figaro

URL: http://www.cvce.eu/obj/le_dilemme_d_harold_wilson_dans_le_figaro_18_juin_1971-fr-00250c9a-fbf1-4e33-93fa-13e275b2ae18.html

Date de dernière mise à jour: 13/09/2013

L'opinion britannique devant le Marché commun

Le dilemme d'Harold Wilson

M. HAROLD MACMILLAN a dit un jour que c'est une faute de vouloir prendre un train en se servant de l'indicateur de l'année précédente. Cette observation devrait être présente à l'esprit des négociateurs de la C.E.E., au moment où ils abordent la phase finale de leurs discussions sur l'élargissement de la Communauté.

Alors qu'à l'époque de la candidature de la Grande-Bretagne pour son admission au Marché commun, il n'y avait virtuellement pas d'opinion publique en Angleterre sur ce qui apparaissait comme un problème ésotérique, et en vérité comme une question très académique, la rencontre Heath-Pompidou vient en effet d'éveiller brusquement le peuple britannique à la conscience que le moment des choix historiques est arrivé. Ainsi, un vaste débat s'est instauré au coin des rues, dans les magasins, dans les débits de boissons, dans les foyers, dans les usines, un débat qui intéresse une majorité de gens qui, jusqu'à présent, ne s'étaient pas considérés comme directement concernés.

Au cours de la dernière décennie, les discussions en Angleterre sur l'unité européenne et sur la candidature du Royaume-Uni au Marché commun étaient le fait d'une poignée de journalistes et de cercles choisis, de militants du mouvement européen et d'un groupe d'hommes politiques parmi lesquels figurent M. Heath et M. Jenkins. C'est cependant M. Wilson qui, embrassant la cause européenne en 1967 avec l'enthousiasme d'une vieille fille découvrant à l'âge mûr les attraits de l'amour, réussit à obtenir pour le principe de l'entrée dans le Marché commun une majorité qui n'avait jamais été atteinte sur d'autres problèmes politiques au cours de notre histoire parlementaire.

En présentant la candidature au nom du gouvernement travailliste de l'époque, M. Wilson déclara qu'il ne considérerait pas un « non » comme une réponse à sa démarche. Or, voilà que le « non » est devenu un « oui » et que M. Wilson se trouve placé dans une position politique délicate. Pour commencer, l'opposition à la candidature britannique au sein du parti travailliste n'est plus limitée à un petit groupe parlementaire conduit par deux anciens ministres plutôt mélancoliques et insulaires, M. Shore et M. Jay, un petit groupe qui attirait à lui peu de gens. Les dirigeants des deux grands syndicats britanniques, celui des ouvriers des transports et des ouvriers non spécialisés et celui de la métallurgie, respectivement M. Jack Jones et M. Hugh Scanlon, ont manifesté tout récemment leur hostilité à l'entrée de l'Angleterre dans la C.E.E.

Or, ces syndicats, avec leurs votes massifs, dominent le congrès du parti travailliste, et il semble vraisemblable en conséquence que si M. Wilson persiste à soutenir la candidature de l'Angleterre, il pourrait, lui et le bureau exécutif, essuyer une défaite lors du prochain congrès, qu'il s'agisse du congrès annuel de l'automne ou d'une réunion spécialement convoquée, après qu'auront été rendues publiques cet été les conditions de l'élargissement du Marché commun.

Ce qui complique les difficultés politiques de M. Wilson, c'est le fait que, depuis quelque temps, l'ancien premier ministre s'est senti serré de très près dans sa position dominante au sein du parti par M. Jenkins, ancien chancelier de l'Echiquier et pro-européen résolu, et par M. Callaghan, lui aussi ancien chancelier de l'Echiquier. M. Callaghan, qui est immensément populaire en Grande-Bretagne, est le trésorier du Labour et dispose de ce fait d'une grande influence au sein de l'organisation. Récemment, dans un discours qui remua profondément le parti travailliste, il a défini sa position, peut-être non sans quelque équivoque, mais du moins de façon suffisamment claire pour que le Labour ait été sensible à sa prise de position. Il n'est pas favorable à l'entrée de l'Angleterre dans la C.E.E. et son attitude encourage tous les opposants.

M. Wilson est ainsi placé devant un dilemme. Une forte résistance s'est manifestée dans le pays contre la candidature britannique. Elle est le fait, à des degrés divers, aussi bien des groupes de la droite réactionnaire à tendances racistes que du conservatisme intellectuel de M. Enoch Powell, de l'académisme desséché et insulaire de M. Shore et M. Jay, de quelques économistes respectés portant des jugements raisonnables, de l'homme de la rue reculant instinctivement devant l'inconnu ou de l'extrême gauche qui adopte tout simplement les vues de Moscou.

A l'origine du manque d'intérêt de l'opinion publique à l'époque de nos premières démarches pour entrer dans la C.E.E., il y avait incontestablement les slogans émotionnels qui ont fini par produire une réaction viscérale. « Votre beurre vous coûtera davantage » : voilà qui exprime la peur et presque la terreur de la ménagère qui craint que la vie, déjà en augmentation, n'atteigne un niveau insupportable. Cette appréhension réelle a été renforcée de façon démagogique par les avertissements dramatiques qui s'exprimaient ainsi : « Adhérez au Marché commun et vous devrez parler français », ou encore : « Adhérez au Marché commun et vous perdrez votre souveraineté et votre reine. » Pour une nation, la crainte de perdre sa souveraineté peut être une préoccupation comme l'est la peur de perdre son identité dans le cas d'un individu. Les opposants au Marché commun ont obtenu sans aucun doute un succès en créant une névrose nationale sur ce sujet, et M. Heath aura beaucoup de mal à tranquilliser les inquiets.

C'est dans cette conjoncture que M. Wilson doit prendre une décision déchirante. Il a constamment subordonné son soutien à l'obtention de « conditions justes » et, pour reprendre une de ses formules favorites, il a « gardé ses options ouvertes ». Sans trop de gymnastique politique, bien qu'au prix de quelques acrobaties d'ordre moral, il lui serait possible de passer maintenant à une attitude d'opposition sous prétexte que les conditions obtenues après la rencontre Heath-Pompidou ne sont pas suffisantes. En agissant de la sorte, il ferait d'une pierre deux coups. Il écarterait M. Callaghan et M. Jenkins des avenues qui mènent à la direction du Labour et il deviendrait le chef de toutes les forces disparates qui, pour des raisons bonnes ou mauvaises, ne veulent pas d'une Europe institutionnalisée. Il pourrait même essayer de capter le courant de l'opinion publique tel qu'il s'exprime dans les sondages et rendre inévitables des élections générales pour écarter M. Heath du pouvoir sur le seul problème de l'Europe.

Mais il pourrait prendre une autre voie et reconnaître que nous sommes à un moment de l'Histoire qui mérite qu'on se conduise non pas comme un politicien mais comme un homme d'Etat. Il pourrait reconnaître que les véritables intérêts de l'Europe occidentale, y compris les intérêts de l'Angleterre, exigent qu'une décision historique prise après une longue maturation reçoive la caution d'une direction politique unie. Il sera considérablement aidé en cela au cours des prochaines semaines si l'opinion publique n'est pas une fois encore traumatisée, dans les derniers moments de la négociation, par une attitude trop rigide de la part des Six. L'élargissement de la Communauté doit être, et il semble bien qu'il le soit, un acte généreux et non pas marchandé.

Maurice Edelman.
député aux Communes.